



**PRÉFET
DE LA MANCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Normandie**

Unité bidépartementale Calvados Manche
477 bd de la Dollée
CS 70 272
50000 Saint-lô

Saint-lô, le 13/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE BEURRIERE D'ISIGNY

7 avenue Saint Martin
50540 Isigny-Le-Buat

Références : 2025-229
Code AIOT : 0005301495

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2025 dans l'établissement SOCIETE BEURRIERE D'ISIGNY implanté 7 avenue Saint Martin 50540 Isigny-le-Buat. L'inspection a été annoncée le 11/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE BEURRIERE D'ISIGNY
- 7 avenue Saint Martin 50540 Isigny-le-Buat
- Code AIOT : 0005301495
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société beurrière d'Isigny le Buat est un établissement de transformation du lait, qui fabrique du beurre de la marque Président à hauteur d'environ 42 000 t/an.

Le site compte environ 150 personnes et réalise régulièrement des travaux de modernisation de l'usine.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AR - 3
- Bruits et vibrations
- Eau de surface
- IED-MTD
- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Bruit	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre II-12	Demande d'action corrective	3 mois
7	Odeurs	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre II-13	Demande d'action corrective	3 mois
9	Visite des installations	Autre du 30/04/2025, article -	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Système de management environnemental (SME)	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre II-5 et 6	Sans objet
2	Surveillance	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre II-7 et Titre III	Sans objet
3	Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre II-8	Sans objet
4	Substances dangereuses	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre II-10	Sans objet
5	Maîtrise, stockage des émissions dans l'eau	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre II-12	Sans objet
8	Rejets dans l'air	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre III	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objectif de l'inspection visait à contrôler, par sondage, l'application de l'arrêté ministériel du

27/02/2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire.

Le site d'Isigny le Buat est une installation agroalimentaire notamment classée sous le régime de la rubrique IED n°3642.

Cette inspection répond à une action régionale en Normandie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Système de management environnemental (SME)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre II-5 et 6
Thème(s) : Risques chroniques, Existence d'un SME opérationnel
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) présentant toutes les caractéristiques suivantes: I. - Engagement, initiative et responsabilité de l'encadrement y compris la direction, en ce qui concerne la mise en oeuvre d'un SME efficace; II. - Analyse incluant notamment la détermination du contexte de l'organisation, le recensement des besoins et des attentes des parties intéressées, l'identification des caractéristiques de l'installation qui sont associées à d'éventuels risques pour l'environnement ou la santé humaine, ainsi que des exigences légales applicables en matière d'environnement; III. - Définition d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation; IV. - Définition d'objectifs et d'indicateurs de performance pour les aspects environnementaux importants, y compris pour garantir le respect des exigences légales applicables; ... XI. - Planification opérationnelle et contrôle des procédés efficaces; XII. - Mise en oeuvre de programmes de maintenance appropriés; XIII. - Protocoles de préparation et de réaction aux situations d'urgence, y compris la prévention ou l'atténuation des incidences environnementales défavorables des situations d'urgence; XIV. Lors de la (re)conception d'une (nouvelle) installation ou d'une partie d'installation, prise en considération de ses incidences sur l'environnement sur l'ensemble de son cycle de vie, qui inclut la construction, l'entretien, l'exploitation et la mise hors service; XV. - Mise en oeuvre d'un programme de surveillance et de mesurage; XVI. - Réalisation régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur; XVII. - Audit interne indépendant (dans la mesure du possible) et audit externe indépendant pour évaluer les performances environnementales et déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en oeuvre et tenu à jour;

XVIII. - Evaluation des causes de non-conformité, mise en oeuvre de mesures correctives pour remédier aux non-conformités, examen de l'efficacité des actions correctives et détermination de l'existence ou non de cas de non-conformité similaires ou de cas potentiels;

XIX. - Revue périodique, par la direction, du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité;

XX. - Suivi et prise en considération de la mise au point de techniques plus propres. Le SME intègre également les éléments suivants: - un plan de gestion du bruit (voir point 13.1); - un plan de gestion des odeurs (voir point 14); - un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux (voir point 6); - un plan d'efficacité énergétique (voir point 8.a). Les installations dont le SME a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) no 221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences. Le niveau de détail et le degré de formalisation du SME sont en rapport avec la nature, la taille et la complexité de l'installation, ainsi qu'avec ses diverses incidences environnementales possibles.

Constats :

Le site est certifié depuis 2007 ISO 14001 (jusqu'au 21 juin 2025) : le renouvellement de la certification est en cours. Le site est également certifié ISO 9001.

L'exploitant a rappelé son organisation, basée sur les quatre piliers du groupe Lactalis :

- la sécurité des hommes ;
- l'environnement ;
- les performances ;
- la sécurité alimentaire.

Au niveau du site, l'exploitant définit des objectifs en début d'année, avec une revue tous les 4 mois des indicateurs. Un point hebdomadaire est fait chaque semaine avec les différents services.

Plus spécifiquement, sur le volet environnemental, l'exploitant travaille à la réduction de son impact environnemental par différentes actions :

- emballages (réduction du poids des emballages, amélioration de la recyclabilité) ;
- suivi des consommations d'énergies (ajout de compteurs sur l'eau, ...) ;
- neutralisation du pH en sortie station (injection de CO2) ;
- réduction des rejets en station en phosphore ;
- réduction de la quantité de déchets non recyclés.

Des audits sont par ailleurs régulièrement réalisés, aussi bien en interne qu'en externe. L'exploitant a ainsi transmis le rapport fait par un bureau d'études sur le thème des économies d'eau.

Un reporting mensuel est réalisé au niveau des services centraux sur les principaux indicateurs (eau, énergies, rejets).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre II-7 et Titre III

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets dans l'eau

Prescription contrôlée :

7.1. Suivi et inventaire des effluents aqueux

Sur la base de l'inventaire décrit au point 6, l'exploitant identifie les flux d'effluents aqueux représentatifs du fonctionnement de l'installation. Il surveille, aux endroits clefs de l'installation, les paramètres permettant de contrôler l'efficacité des différentes étapes du traitement des effluents.

7.2. Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets dans l'eau

L'exploitant surveille les émissions dans l'eau et respecte les VLE suivantes.

Voir tableau dans AMPG du 27/02/2020

Constats :

Dans le dossier de réexamen de 2021, l'exploitant s'était engagé à suivre le paramètre chlorure à compter de décembre 2023. Ce suivi a été mis en place sur le site dès janvier 2024.

A la suite de l'inspection du 11 juin 2024 sur la compatibilité des rejets aqueux avec le milieu, le suivi GIDAF a été actualisé, notamment par l'ajout du paramètre chlorure (suivi mensuel) et du paramètre azote NKJ (suivi hebdomadaire). L'exploitant précise également que l'étude de compatibilité est actuellement en cours, et qu'elle devrait être disponible pour la fin de l'année 2025.

Par ailleurs, suite à l'audit sur les économies d'eau réalisé en décembre 2024 par un bureau d'études, l'exploitant a renforcé le maillage de ses compteurs d'eau dans l'usine (ajout de 4 compteurs).

N° 3 : Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre II-8

Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'efficacité énergétique

Prescription contrôlée :

L'exploitant applique la technique a et une combinaison appropriée des techniques énumérées au point b.

TechniqueDescription

a - Plan d'efficacité énergétique

Un plan d'efficacité énergétique intégré dans le système de management environnemental (cf. point 5) consiste à définir et calculer la consommation d'énergie spécifique de l'activité (ou des activités), à déterminer, sur une base annuelle, des indicateurs de performance clés et à prévoir des objectifs d'amélioration périodique et des actions connexes. Le plan est adapté aux spécificités de l'installation.

b - Utilisation de techniques courantes

Les techniques courantes comprennent notamment :

- La régulation et le contrôle des brûleurs ;
- La cogénération ;
- Les moteurs économes en énergie ;
- La récupération de chaleur au moyen d'échangeurs thermiques ou de pompes à chaleur (y compris la recompression mécanique de vapeur) ;
- L'éclairage ;
- La réduction au minimum de la purge de la chaudière ;
- L'optimisation des systèmes de distribution de vapeur ;
- Le préchauffage de l'eau d'alimentation (y compris l'utilisation d'économiseurs) ;
- Les systèmes de commande de procédés ;
- La réduction des fuites du circuit d'air comprimé ;
- La réduction des pertes thermiques par calorifugeage ;
- Les variateurs de vitesse ;
- L'évaporation à multiples effets ;
- L'utilisation de l'énergie solaire.

Constats :

L'exploitant dispose d'un plan d'efficacité énergétique, avec le suivi notamment des indicateurs d'électricité et de gaz. Ces suivis sont effectués via le logiciel DAMETIS.

<p>En complément, l'exploitant a réalisé différentes actions d'économie d'énergie, comme par exemples :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le contrôle périodique du brûleur des chaudières ; - la récupération des calories au niveau des compresseurs ; - la récupération des calories au niveau de l'installation de froid ; - la changement des variateurs de vitesse au niveau des compresseurs ; ...
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Substances dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre II-10
Thème(s) : Risques chroniques, Fluides frigorigènes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant utilise des fluides frigorigènes dépourvus de potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone et présentant un faible potentiel de réchauffement planétaire. Les fluides frigorigènes appropriés comprennent notamment l'eau, le dioxyde de carbone ou l'ammoniac.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant rappelle que l'installation de production de froid a été entièrement renouvelée en 2021. Les fluides frigorigènes utilisés sont l'ammoniac et le dioxyde de carbone, ce qui est conforme à la prescription.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Maîtrise, stockage des émissions dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre II-12
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage tampon des effluents aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose d'une capacité appropriée de stockage tampon des effluents aqueux. La capacité appropriée est déterminée par une évaluation des risques (tenant compte de la nature du ou des polluants, de leurs effets sur le traitement ultérieur des effluents aqueux, du milieu récepteur, etc.). Les effluents aqueux contenus dans ce stockage tampon ne sont rejetés qu'après que les mesures appropriées ont été prises. Dans le cas des unités existantes, la technique peut ne pas être applicable en raison du manque d'espace ou de la configuration du système de collecte des effluents aqueux.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose d'une capacité de stockage tampon d'un volume de 530m3, ce qui équivaut à environ 70% du volume journalier des effluents produits.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre II-12
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion du bruit
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les émissions sonores, l'exploitant établit, met en oeuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental (cf. point 5), un plan de gestion du bruit comprenant l'ensemble des éléments suivants: - un protocole précisant les actions et le calendrier; - un protocole de surveillance des émissions sonores; - un protocole des mesures à prendre pour remédier aux problèmes de bruit signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple); - un programme de réduction du bruit visant à déterminer la ou les sources, à mesurer/évaluer l'exposition au bruit et aux vibrations, à caractériser les contributions des sources et à mettre en oeuvre des mesures de prévention ou de réduction. Les dispositions ci-dessus ne sont applicables que dans les cas où une nuisance sonore est probable et/ou a été constatée dans des zones sensibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté la fiche technique sur le bruit de mai 2022, qui identifie les sources potentielles de bruit. En cas de plainte, l'exploitant précise que la procédure générique de traitement des non-conformités s'applique, avec une analyse des causes et une recherche des actions correctives. Néanmoins, à date, il n'est pas fait mention dans la fiche technique sur le bruit de mai 2022 à la procédure générique de traitement des non-conformités.</p> <p>L'exploitant rappelle que des mesures sonores sont réalisées sur le site tous les 3 ans. Le dernier contrôle a été réalisé en août 2024. Les résultats sont conformes en limites de propriété et en zones à émergence réglementée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande sous 3 mois l'actualisation de la fiche technique sur le bruit de mai 2022, avec a minima le renvoi en cas de plainte sur le bruit à la procédure générique de traitement des non-conformités</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre II-13

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des odeurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les dégagements d'odeurs, l'exploitant établit, met en oeuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental (cf. point 5), un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants: - un protocole précisant les actions et le calendrier; - un protocole de surveillance des odeurs, éventuellement complété d'une mesure/estimation de l'exposition aux odeurs ou d'une estimation des effets des odeurs; - un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple); - un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à mesurer ou estimer l'exposition aux odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en oeuvre des mesures de prévention et/ou de réduction. Les dispositions ci-dessus ne sont applicables que dans les cas où une nuisance olfactive est probable et/ou a été constatée dans des zones sensibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour répondre à cette demande, l'exploitant rappelle certaines bonnes pratiques mises en oeuvre sur le site (par ex., pas d'agitation avant le week-end au niveau du stockage des boues, ...).</p> <p>L'exploitant estime par ailleurs que les sources d'odeurs sont limitées sur le site.</p> <p>Il est également rappelé qu'il n'y a pas de plainte au niveau du site.</p> <p>En terme de procédure, l'exploitant a présenté une fiche relative aux épandages des boues. Néanmoins, il n'existe pas à date de fiche "odeurs" au niveau de la STEP, qui définit les actions à entreprendre en cas de nuisances olfactives.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande sous 3 mois la rédaction d'une fiche décrivant les actions à entreprendre en cas de nuisances olfactives au niveau de la STEP.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Rejets dans l'air
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre III
Thème(s) : Risques chroniques, Niveau d'émission en poussière et autres paramètres

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>15. Secteur de l'alimentation animale 15.2. Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets dans l'air Les émissions dans l'air respectent les VLE et sont surveillées aux fréquences suivantes. Voir tableau AMPG</p> <p>17. Secteur de l'industrie laitière 17.3. Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets canalisés dans l'air Les émissions canalisées dans l'air respectent les VLE et sont surveillées aux fréquences suivantes. Voir tableau AMPG</p> <p>21. Secteur de la meunerie 21.1. Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets canalisés dans l'air. Voir tableau AMPG</p> <p>23. Secteur de la transformation d'oléagineux et du raffinage des huiles végétales 23.2. Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets canalisés dans l'air. Voir tableau AMPG</p> <p>26. Secteur de la fabrication de sucre 26.2. Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets canalisés dans l'air. Voir tableau AMPG</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle des deux chaudières (alimentées au gaz) est réalisé annuellement ; les derniers contrôles datent de novembre 2023 et de juin 2024. Les paramètres contrôlés sont conformes.</p> <p>Par ailleurs, le contrôle du brûleur des chaudières est réalisé tous les trimestres.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Visite des installations

<p>Référence réglementaire : Autre du 30/04/2025, article -</p>
<p>Thème(s) : Autre, Visite des installations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Visite des installations</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite des installations, il a été constaté des fissures sur le mur séparant les sites Electropoli (ICPE) et Lactalis (ICPE).</p> <p>Certaines installations (type silos) de la société Electropoli surplombent la route située en</p>

contrebas du site Lactalis.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande sous 3 mois la transmission des éléments justifiant que les fissures ne remettent pas en cause la stabilité du mur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois